

Social ♦ La médiation entre l'Élysée et Mittal a échoué. L'aciérie de Grandrange va fermer.

Les promesses de Sarkozy s'envolent, les emplois aussi

Le Président a tenu parole, s'est empressé de déclarer Luc Chatel, secrétaire d'État à l'Industrie et porte-parole du gouvernement, à l'issue de la rencontre, hier en fin d'après-midi, entre les syndicalistes de l'usine de Grandrange et le locataire de l'Élysée. « Nicolas Sarkozy n'a pas tenu ses promesses », estimait pour sa part l'idouard Martin, élu CFTD au comité d'entreprise européen du leader mondial de l'acier. Bouteille totalement pleine pour l'Élysée, au trois-quarts vide pour les syndicats, une chose est sûre : le site de Gandrange, lui, va partiellement fermer. Même si Nicolas Sarkozy a réussi à convaincre Lakshmi Mittal de limiter la « douleur ».

En compensation de la suppression des 575 emplois de l'aciérie et du train à billettes, le groupe sidérurgique a finalement décidé d'investir 35 millions d'euros dans le laminoin et l'activité de « parachèvement de poutrelles », sauvant 124 emplois. Par ailleurs, un fonds d'investissement créé entre l'entreprise, l'État et les collectivités locales, à hauteur de 20 millions d'euros, financera des activités de recherches et développements dans l'acier. Voilà pour le sûr.

Beaucoup de « si ». Reste l'hypothétique. A défaut d'investir dans l'outil de production comme il s'y était engagé le 4 février lors d'une visite sur place, Nicolas Sarkozy a sollicité le PDG de Poweo, Charles Beigbeder. La toute jeune entreprise de production d'électricité envisagerait ainsi d'implanter une ou deux centrales électriques dans la région, permettant, à terme, de faire travailler 40 à 80 personnes. Résultat : entre emplois supprimés et créés, 370 à 450 salariés se retrouvent, pour l'heure, sans solution. « Sans compter les 700 intérimaires ou salariés de sous-traitants qui travaillaient sur Gandrange », rappelle Édouard Martin de la CFTD.

Ceux qui s'en sortent le mieux, finalement, sont les salariés de Florange. L'usine voisine, dont la survie était menacée après 2012, serait pérennisée. La direction d'ArcelorMittal se serait engagée à rénover les deux fours si, précise l'Élysée, « la ré-



A la sortie de l'Élysée, hier. Les syndicats s'estiment lâchés par le président de la République qui avait promis que l'État allait investir. PHOTO JEAN-MICHEL SCOTT

glementation européenne sur le CO₂ n'affecte pas excessivement sa compétitivité ». Sur le même site, et « si la géologie le permet », le sidérurgiste pourrait aussi initier un projet pilote de stockage souterrain de CO₂. Beaucoup de projets, donc, mais avec beaucoup de « si ».

Promesse. « Personne ne sera laissé sur le carreau, tout le monde sera reclassé », a insisté hier, pour finir, Luc Chatel. « On va voir, mais pour l'heure c'est pas gagné », a répondu Édouard Martin. Si ceux de Gandrange vont à Florange, les intérimaires de cette usine vont sauter. Et au Luxembourg, ils sont en sursis. Reste une promesse que Nicolas Sarkozy s'est engagé à tenir : celle de se rendre sur place « d'ici les prochaines semaines ». Et le Président de conclure à l'adresse des syndicalistes : « Si vous trouvez quelqu'un qui peut mieux faire, vous me l'amenez. »

♦ LUC PEILLON

Deux industriels ont manifesté un intérêt pour l'aciérie. Sans réponse de Mittal.

L'impossible repreneur en Moselle

En Moselle, l'ancien directeur du site de Gandrange, Alain Grenaut, se disait hier soir « désabusé » de voir capoter l'hypothèse d'un repreneur. « A quoi ça sert de voter pour un président de la République s'il n'est pas capable de tenir ses engagements ? » En visite chez ArcelorMittal le 4 février, Nicolas Sarkozy avait en effet évoqué la piste d'un partenaire extérieur si le groupe refusait d'investir sur place pour y maintenir les emplois. « On essaie de trouver un repreneur, et il en existe, et on investira avec lui pour laisser le site ouvert », avait déclaré le Président. « Casus belli ». Hier, l'affaire a été évacuée en deux phrases dans le communiqué de l'Élysée : « Aucun repreneur n'a fait de proposition ferme de reprise de cet outil. Les perspectives de retour du site à la rentabilité n'ont donc pas été jugées satisfaisantes par les investisseurs industriels. » « On dit toujours qu'il n'y a pas de repreneur, mais personne ne va peut-être un plan quand on n'arrête pas de nous répéter que Mittal n'est pas vendeur ! »

s'énervait Alain Stahl, de la mairie d'Amnéville, une commune voisine de Gandrange qui s'est investie ces dernières semaines dans la recherche d'un partenaire pour sauver l'aciérie.

Deux pistes ont été sérieusement étudiées. La première menait au sidérurgiste brési-

A quoi ça sert de voter pour un président s'il ne peut pas tenir ses engagements ?

Alain Grenaut, ex-directeur du site de Gandrange

lien Gerdaul, qui possède une filiale en Espagne. « Gerdaul avait besoin de Gandrange pour se développer en Europe, notamment en Allemagne », explique Alain Grenaut. « Mais pour Mittal, Gerdaul à Gandrange, c'était un casus belli », poursuit Alain Stahl. Deux hauts dirigeants du brésilien ont toutefois été reçus à Bercy fin mars. Mais Gerdaul semble avoir jeté l'éponge en constatant

que le gouvernement n'avait ni la volonté ni les moyens de faire pression sur Mittal pour le convaincre de céder son site.

Montage. L'homme d'affaires franco-polonais Romain Zaleski, récent démissionnaire du conseil d'administration d'ArcelorMittal, est alors entré dans la danse. Un montage l'associant à la mairie d'Amnéville pour la reprise du site a été imaginé la semaine dernière. « C'est quand M. Zaleski a discuté avec moi de l'avenir du site et du moyen de redresser la barre qu'il a décidé de démissionner du conseil d'administration d'ArcelorMittal », affirme Alain Grenaut. Une visite par les représentants d'Amnéville et de l'aciérie contrôlée en Italie par la holding de Zaleski était envisagée pour la semaine prochaine. Sera-t-elle annulée ? « On va regarder attentivement la viabilité du plan annoncé à l'Élysée, mais on ne jette pas l'éponge », prévient Alain Stahl.

De notre correspondant à Strasbourg

♦ THOMAS CALINON